



**Rapport financier semestriel
au 30 juin 2014**

Rapport financier semestriel au 30 juin 2014

Sommaire

Rapport semestriel d'activité	2
Sommaire des comptes consolidés semestriels résumés	6
Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014	7
Annexe aux comptes consolidés intermédiaires résumés	13
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2014	30
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	31

Rapport semestriel d'activité

1. Situation de la société et activité au cours du 1^{er} semestre 2014

Après une longue période de contraction, le trafic enregistre un rebond. Le trafic VL du réseau interurbain confirme les signes d'amélioration des derniers mois de 2013 et progresse de 2,9 %, tandis que le trafic PL amorce une reprise avec une croissance de 1,6 %. La montée en charge régulière du trafic sur le Duplex A86 apporte une croissance additionnelle de 0,3 %. Les augmentations tarifaires modestes, corrélées à l'inflation, apportent un effet tarif de 0,4 %.

Les investissements augmentent légèrement, à 59 millions d'euros, et correspondent, pour l'essentiel, au 3^e contrat de plan dont les travaux succèdent à ceux du Paquet vert autoroutier.

L'endettement net est en baisse à 2 641,9 millions d'euros.

2. Trafic

Le trafic bénéficie de la bonne conjonction de plusieurs facteurs : la bonne résistance des inducteurs économiques, des conditions hivernales favorables au 1^{er} trimestre, et des effets calendaires positifs au second trimestre.

Le trafic VL progresse de 2,9 % sur l'ensemble du semestre, mais ce niveau est atteint grâce à un excellent second trimestre composé d'une série de 4 week-ends prolongés en mai et juin. Le trafic PL, malgré un nombre de jours fériés en augmentation, progresse de 1,6 % comparativement à un 1^{er} semestre 2013 en net repli.

La fréquentation du Duplex A86 progresse de 8,6 %. Le pic de trafic sur 24 heures a été battu à plusieurs reprises pour s'établir à 37.800 véhicules le 20 juin. La montée en charge du trafic concerne à la fois les jours ouvrés et les week-ends.

3. Chiffre d'affaires d'exploitation

Les tarifs sur le réseau interurbain ont augmenté au 1^{er} février 2014 de 0,91 % pour les véhicules légers (classe 1), de 1,19 % pour les poids lourds (classe 4), conformément au contrat de plan et au contrat de concession. La grille tarifaire du Duplex A86 a fait l'objet d'une augmentation au 1^{er} janvier ; Cofiroute a choisi de limiter l'augmentation à certaines tranches horaires.

Sous l'effet conjugué du trafic et des tarifs, le chiffre d'affaires péage progresse de 3,4 % à 581,1 millions d'euros. Les revenus des activités annexes s'établissent à 12,2 millions d'euros, et le chiffre d'affaires d'exploitation atteint 593,3 millions d'euros, soit une progression de +3,7 % sur le semestre.

4. Travaux et amélioration du réseau en service

4.1. Duplex A86 (2 millions d'euros)

Les investissements du semestre concernent les derniers travaux de parachèvement.

4.2. Travaux d'amélioration du réseau interurbain (45 millions d'euros)

Les travaux du 3^e contrat de plan se poursuivent en 2014, avec notamment les travaux d'élargissement de l'A71 entre Theillay et Vierzon. Une 3^e voie est construite dans chaque sens de circulation, sur 5 km.

La mise en place de voies de télépéage sans arrêt continue. On dénombre 20 voies dont les travaux sont terminés. D'autres sont encore en cours sur les barrières de Sorigny et Ancenis. La mise en place d'équipements dynamiques (panneaux à message variable, disponibilité des parkings poids lourds...) s'intensifie et contribue à l'amélioration de la gestion du trafic et de l'information des clients.

Les travaux de construction d'un nouvel échangeur à Illiers Combray sur l'A11 ont débuté, tandis que le dossier d'enquête publique de l'échangeur de Connerré est en phase d'instruction. Les études de l'aménagement de la 3^e voie sur l'A10 entre Chambray et la bifurcation A10/A85 se poursuivent. Des études d'aménagement de la Porte de Gesvres, située sur l'A11 au raccordement avec le périphérique de Nantes, sont également en cours.

Par ailleurs, les travaux liés à la construction des nouvelles lignes ferroviaires à grande vitesse Tours – Bordeaux et Le Mans – Rennes, dont le tracé longe d'une part l'A10 entre Tours et Poitiers, et d'autre part l'A11 et l'A81 entre Le Mans et Laval, se poursuivent. Les ouvrages de franchissement ont été mis en place au-dessus du réseau autoroutier, et quatre aires de repos et de services situées à proximité des nouvelles lignes ont également été réaménagées.

5. Exploitation du réseau

Un hiver doux et humide a caractérisé le début d'année. Le faible coût de la viabilité hivernale au 1^{er} trimestre amplifie les gains récurrents d'exploitation issus des politiques d'optimisation. L'internalisation progressive des travaux d'entretien courant se poursuit, accompagnée par une politique de formation adaptée.

Le nouveau contrat de service VINCI Autoroutes est entré en vigueur début 2014. Structuré autour de 7 thèmes (information, assistance, conditions de circulation, environnement, aires, écoute et accompagnement, ainsi que Télépéage), il se décline en 32 engagements précis, fondés sur les attentes des clients.

La sécurité est toujours au centre des préoccupations et des actions au quotidien. La Fondation VINCI Autoroutes a financé une étude de l'hôpital de Raymond-Poincaré Garches (AP-HP) qui met en évidence les facteurs d'endormissement au volant, et révèle le déficit de sommeil de nombreux conducteurs. Des journées de sensibilisation à la sécurité routière (notamment sur la thématique de la somnolence) ont également été organisées sur le réseau ; elles alertent les clients sur leur sécurité, et sur celle des agents routiers qui interviennent sur le tracé. La radio VINCI Autoroutes qui accompagne les clients pendant leur trajet bénéficie, selon une enquête Médiamétrie, d'un taux de satisfaction élevé pour l'information délivrée sur les conditions de circulation.

Pendant la période estivale, 350 salariés Cofiroute sont à nouveau présents sur les principales aires du réseau pour rencontrer les clients et participer aux animations qui leur sont proposées. En réponse à l'engouement des clients, des animations Environnement et Développement Durable, ainsi que des espaces bébés et info trafic, sont ajoutés aux animations habituelles.

La procédure transactionnelle, issue de la loi Grenelle II et destinée à lutter contre la fraude au péage, en application depuis un an, a permis une baisse de la fraude occasionnelle. Les actions contre la fraude organisée des poids lourds, qui font l'objet d'un dépôt de plainte systématique, ont donné lieu à plusieurs condamnations dissuasives.

6. Relation avec l'Etat concédant

Contrat de concession interurbain

Le 3^e contrat de plan entre l'Etat et Cofiroute, qui fait l'objet de l'avenant 16 au contrat de concession, est en cours de réalisation. Des bilans d'avancement sont régulièrement effectués avec l'autorité concédante.

Par décret du 28 mai 2013, la redevance domaniale perçue auprès des sociétés concessionnaires d'autoroutes a été augmentée de 50 %, ce qui représente une charge complémentaire d'environ 14 millions d'euros en année pleine pour Cofiroute. Une demande de compensation a été adressée à l'Etat.

L'Etat et Cofiroute ont poursuivi leurs échanges sur un programme d'investissements complémentaires qui serait financé par un allongement de la durée de concession. Ce programme fait l'objet, à la date du présent rapport, d'une procédure de notification auprès de la Commission Européenne au titre des aides d'Etat.

7. Comptes semestriels consolidés

7.1. Chiffre d'affaires

En application de la norme IFRIC 12 concernant les contrats de concession de service public, le chiffre d'affaires consolidé est constitué par un chiffre d'affaires d'exploitation, fruit de la perception du péage sur le réseau et des activités annexes réalisées par Cofiroute et ses filiales, et par un chiffre d'affaires construction correspondant aux investissements sur les infrastructures réalisées pour le compte de l'Etat.

Le chiffre d'affaires d'exploitation consolidé s'établit, au 30 juin 2014, à 593,3 millions d'euros, contre 572,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013, soit une progression de 3,7 %.

Le chiffre d'affaires construction s'élève à 43,8 millions d'euros contre 49,1 millions d'euros au 30 juin 2013 (- 10,7%). La baisse de cette activité de maîtrise d'ouvrage est notamment liée à l'achèvement des travaux du Paquet vert autoroutier en 2013. Il convient de rappeler que Cofiroute n'affecte pas de marge à cette activité qui donne lieu à l'inscription au compte de résultat d'une charge de construction d'égale montant.

En cumul, le chiffre d'affaires atteint 637,1 millions d'euros, à comparer à 621,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

7.2. EBITDA

La gestion rigoureuse des ressources et des coûts permet d'afficher une croissance de cet indicateur supérieure à celle du chiffre d'affaires. L'EBITDA s'établit à 422,6 millions d'euros contre 406,5 millions d'euros l'année précédente, soit une progression de 16,1 millions d'euros (+ 4,0 %) par rapport à 2013. Le Duplex A86, dont le chiffre d'affaires semestriel s'élève à 22,9 millions d'euros, contribue à cette croissance à hauteur de 1,7 million d'euros.

7.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel progresse parallèlement à l'EBITDA, de 4,0 % à 290,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 279,1 millions d'euros en 2013, compte tenu de l'amortissement d'investissements additionnels.

7.4. Résultat financier

Le coût de l'endettement financier net s'inscrit en baisse de 2,6 millions d'euros, du fait des remboursements de dettes et de l'amélioration des produits de placement, pour s'établir à - 55,3 millions d'euros. L'actualisation de la provision pour maintien en l'état de l'infrastructure, appliquée conformément aux normes IFRS, a un impact positif de 0,5 million d'euros. En conséquence, le résultat financier s'améliore de 3,1 millions d'euros à - 58,6 millions d'euros, contre - 61,7 millions d'euros au 30 juin 2013.

7.5. Résultat net

Avec une charge d'impôts de 86,0 millions d'euros, incluant la majoration de la contribution exceptionnelle, le résultat net s'établit à 145,5 millions d'euros, contre 133,4 millions d'euros l'année précédente.

7.6. Endettement financier net

L'endettement financier net fin juin 2014 s'élève à 2 641,9 millions d'euros, à comparer à 2 864,7 millions d'euros au 30 juin 2013. Aucun dividende n'a été distribué au cours du 1^{er} semestre 2014.

8. Comptes sociaux

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires semestriel progresse de 19,2 millions d'euros et s'établit à 587,6 millions d'euros, avec une recette de péage de 581,1 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation progresse de 8,9 millions d'euros à 283,9 millions d'euros. Le résultat financier s'améliore de 1,8 million d'euros à - 53,6 millions d'euros.

Compte tenu d'un résultat exceptionnel positif de 5,3 millions d'euros et d'une charge d'impôts de 87,3 millions incluant la majoration de la contribution exceptionnelle, le résultat net de la période s'élève à 148,4 millions d'euros. Il progresse de 12,0 millions d'euros par rapport à celui du 1^{er} semestre 2013.

9. Événements importants survenus depuis le 30 juin 2014

Depuis la clôture des comptes au 30 juin 2014, il n'est pas survenu d'événements significatifs.

10. Principaux risques et principales incertitudes pour le second semestre 2014

L'évolution du trafic est impactée par le contexte économique et social. Le trafic des véhicules légers est exposé à l'évolution du carburant à la pompe et à la consommation des ménages, tandis que le redressement du trafic des poids lourds reste conditionné par la croissance économique du second semestre en France, et dans une moindre mesure, sur la péninsule ibérique.

11. Composition du Conseil d'administration

Au 30 juin 2014, et suite à la démission de la société Colas et de Christian Saint Etienne en tant qu'administrateurs, le Conseil d'Administration est composé de :

- Pierre Coppey, Président
- Patrick Faure
- Henri Stouff
- VINCI Autoroutes, représentée par Xavier Huillard
- Cofiroute Holding, représentée par Bernard Huvelin
- VINCI Construction, représentée par Richard Francioli
- Philippe Chatelain, représentant des salariés

12. Répartition du capital social

Suite à la cession des actions de Cofiroute par la société Colas à la société Cofiroute Holding, le capital social de Cofiroute est ainsi réparti au 30 juin 2014 :

VINCI Autoroutes	65,33 %
Cofiroute Holding	34,66 %
Autres	0,01 %

Aucune portion du capital de la société n'est détenue par les salariés.

Sommaire

des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014

Comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014	7
Compte de résultat consolidé de la période	7
État du résultat global consolidé de la période	8
Bilan consolidé	9
Tableau des flux de trésorerie consolidés	11
Variation des capitaux propres consolidés	12
Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés	13
A. Saisonnalité de l'activité	13
B. Principes comptables et méthodes d'évaluation	13
1. Principes généraux	13
2. Méthodes de consolidation	14
3. Règles et méthodes d'évaluation	15
C. Notes relatives au compte de résultat	17
4. Chiffre d'affaires	17
5. Résultat opérationnel	17
6. Charges et produits financiers	18
7. Impôts sur les bénéfices	18
8. Résultat par action	18
D. Notes relatives au bilan	19
9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé	19
10. Immobilisations corporelles	20
11. Autres actifs financiers non courants	21
12. Capitaux propres	21
13. Paiements en actions	22
14. Provisions non courantes	22
15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes	24
16. Informations relatives à l'endettement financier net	25
17. Informations relatives à la gestion des risques financiers	27
18. Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable	27
E. Autres notes	29
19. Transactions avec les parties liées	29
20. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus	29
F. Événements postérieurs à la clôture	29

Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014

Compte de résultat consolidé de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	637,1	621,3	1 350,8
<i>dont :</i>				
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>		<i>593,3</i>	<i>572,2</i>	<i>1 241,4</i>
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>		<i>43,8</i>	<i>49,1</i>	<i>109,4</i>
Produits des activités annexes		2,1	2,5	5,2
Charges opérationnelles	5	- 348,0	- 343,7	- 728,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ		291,3	280,0	627,9
Paiements en actions (IFRS 2)	13	- 1,1	- 1,1	- 2,0
Résultat des sociétés mises en équivalence		0,0	0,0	0,0
Autres éléments opérationnels courants		0,1	0,1	0,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		290,2	279,1	626,1
Éléments opérationnels non courants		- 0,1	- 0,1	- 0,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	5	290,1	279,0	626,0
Coût de l'endettement financier brut		- 56,9	- 58,7	- 116,6
Produits financiers des placements de trésorerie		1,6	0,8	1,8
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	6	- 55,3	- 57,9	- 114,7
Autres produits et charges financiers	6	- 3,4	- 3,8	- 8,0
Impôts sur les bénéfices	7	- 86,0	- 83,9	- 200,8
RÉSULTAT NET		145,5	133,4	302,4
Résultat net - Part des intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT NET- Part du Groupe		145,5	133,4	302,4
RÉSULTAT NET par action <i>(en euros)</i> - Part du Groupe		35,8	32,9	74,5

État du résultat global consolidé de la période

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
RÉSULTAT NET	145,5	133,4	302,4
Instruments financiers des sociétés contrôlées : variations de juste valeur	-0,2	-0,1	-0,3
<i>dont :</i>			
<i>Couverture de flux de trésorerie ^(*)</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,3</i>
Écarts de conversion	0,0	0,0	-0,1
Impôt	0,1	0,0	0,1
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net	-0,1	-0,1	-0,3
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite	-1,6	-0,6	1,1
Impôt	0,5	0,2	-0,4
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-1,0	-0,4	0,7
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	-1,1	-0,5	0,4
RÉSULTAT GLOBAL	144,4	132,9	302,9

^(*) Les variations de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (couverture de taux) sont comptabilisées en capitaux propres pour la part efficace de la couverture. Les gains et pertes accumulés en capitaux propres sont rapportés en résultat au moment où le flux de trésorerie couvert affecte le résultat.

Bilan consolidé actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	9	5 054,5	5 164,8	5 118,4
Goodwill		- 0,0	- 0,0	- 0,0
Autres immobilisations incorporelles		1,3	1,7	1,5
Immobilisations corporelles du domaine concédé	10	371,9	396,5	385,0
Immobilisations corporelles	10	19,3	20,6	19,6
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0,0	0,1	0,1
Autres actifs financiers non courants	11	104,8	100,4	82,5
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		5 551,8	5 684,2	5 607,1
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	15	2,0	1,6	0,8
Clients et autres débiteurs	15	94,4	93,3	88,8
Autres actifs courants d'exploitation	15	16,6	19,4	35,2
Autres actifs courants hors exploitation		0,0	0,0	0,0
Actifs d'impôt exigible		1,8	4,0	0,0
Autres actifs financiers courants	16	109,1	120,1	131,9
Actifs financiers de gestion de trésorerie	16	11,3	11,2	11,2
Disponibilités et équivalents de trésorerie	16	591,2	439,6	434,8
TOTAL ACTIFS COURANTS		826,4	689,1	702,8
TOTAL ACTIFS		6 378,2	6 373,3	6 309,8

Bilan consolidé passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Capitaux propres				
Capital social		158,3	158,3	158,3
Réserves consolidées		1 990,2	1 822,3	1 688,7
Réserves de conversion		- 0,4	- 0,4	- 0,5
Résultat net de la période - Part du Groupe		145,5	133,4	302,4
Opérations enregistrées directement en capitaux propres	12	- 0,8	- 0,7	0,3
CAPITAUX PROPRES - Part du Groupe		2 292,7	2 112,9	2 149,3
Intérêts minoritaires		0,0	0,0	0,0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		2 292,7	2 112,9	2 149,3
Passifs non courants				
Provisions non courantes	14	18,0	18,7	16,5
Emprunts obligataires	16	2 303,4	2 318,0	2 298,5
Autres emprunts et dettes financières	16	978,9	1 033,0	1 000,1
Autres passifs non courants		2,7	2,9	2,0
Impôts différés passifs		230,4	236,9	232,4
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		3 533,3	3 609,5	3 549,6
Passifs courants				
Provisions courantes	15	226,9	211,8	220,9
Fournisseurs	15	22,1	33,7	24,9
Dettes sur immobilisations		32,4	35,7	40,7
Autres passifs courants d'exploitation		95,0	87,8	94,0
Passifs d'impôt exigible		0,0	97,3	12,4
Dettes financières courantes	16	175,7	184,6	217,9
TOTAL PASSIFS COURANTS		552,1	650,9	610,9
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		6 378,2	6 373,3	6 309,8

Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ DE LA PÉRIODE		145,5	133,4	302,4
Dotations nettes aux amortissements	5	133,5	128,7	261,8
Dotations (reprises) nettes aux provisions		2,9	2,8	6,7
Paiements en actions et autres retraitements	13	- 0,9	- 0,6	- 1,7
Résultat sur cessions		0,3	0,4	1,0
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence et dividendes des sociétés non consolidées		- 0,1	- 0,0	- 0,0
Coût de l'endettement financier net comptabilisé	6	55,3	57,9	114,7
Charges d'impôt (y compris impôts différés) comptabilisées	7	86,0	83,9	200,8
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT avant coût de financement et impôts		422,6	406,5	885,8
Variations du BFR liées à l'activité et des provisions courantes	15	14,2	- 5,0	- 13,4
Impôts payés		- 102,5	- 95,1	- 297,6
Intérêts financiers nets payés	6	- 74,8	- 76,1	- 113,8
FLUX DE TRÉSORERIE liés à l'activité	I	259,5	230,4	461,0
<i>Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles</i>		- 0,3	- 9,0	- 9,8
<i>Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</i>		0,0	0,1	0,1
Investissements opérationnels (nets de cessions)		- 0,3	- 8,9	- 9,7
Cash-flow opérationnel		259,2	221,6	451,3
Investissements en immobilisations du domaine concédé (nets de subventions reçues)	9 - 10	- 64,1	- 62,6	- 132,0
Cash-flow libre (après investissements)		195,1	159,0	319,3
Dividendes reçus des sociétés non consolidées		0,1	0,0	0,0
Incidence nette des variations de périmètre ^(*)		0,0	- 0,2	- 0,2
Autres		0,0	0,0	0,1
FLUX DE TRÉSORERIE liés aux opérations d'investissements	II	- 64,3	- 71,6	- 141,8
Dividendes payés aux actionnaires de Cofiroute SA	12	0,0	- 164,8	- 298,3
Encaissements liés aux nouveaux emprunts long terme	16	1,5	26,3	26,3
Remboursements d'emprunts long terme	16	- 40,4	- 34,1	- 65,6
Variation des actifs de gestion de trésorerie et autres dettes financières courantes		- 149,3	10,2	11,3
FLUX NETS DE TRÉSORERIE liés aux opérations de financement	III	- 188,1	- 162,4	- 326,4
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	I + II + III	7,1	- 3,5	- 7,2
Trésorerie nette à l'ouverture		9,4	16,7	16,7
Autres variations		0,0	- 0,0	- 0,0
TRÉSORERIE NETTE A LA CLÔTURE		16,5	13,1	9,4

^(*) Dont endettement financier net de sociétés intégrées sur la période.

Variation des capitaux propres consolidés

Capitaux Propres - Part du Groupe								
	Capital social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Opérations enregistrées directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Intérêts minoritaires	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
CAPITAUX PROPRES 01/01/2013	158,3	1 693,8	- 0,4	- 0,2	294,2	2 145,7	0,0	2 145,7
Résultat net de la période					302,4	302,4		302,4
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres			- 0,1	0,5		0,4		0,4
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	0,0	0,0	- 0,1	0,5	302,4	302,9	0,0	302,9
Affectation du résultat et dividendes distribués		- 4,0			- 294,3	- 298,3		- 298,3
Paielements en actions		- 0,9				- 0,9		- 0,9
Variation de périmètre		- 0,1			0,1	0,0		0,0
CAPITAUX PROPRES 31/12/2013	158,3	1 688,7	- 0,5	0,3	302,4	2 149,3	0,0	2 149,3
Résultat net de la période					145,5	145,5		145,5
Autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres			0,0	- 1,1		- 1,1		- 1,1
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE	0,0	0,0	0,0	- 1,1	145,5	144,4	0,0	144,4
Affectation de résultat et dividendes distribués		302,4			- 302,4	0,0		0,0
Paielements en actions		- 1,0				- 1,0		- 1,0
Variation de périmètre						0,0		0,0
CAPITAUX PROPRES 30/06/2014	158,3	1 990,2	- 0,4	- 0,8	145,5	2 292,7	0,0	2 292,7

Annexe aux comptes consolidés semestriels résumés

A. Saisonnalité de l'activité

Le 1^{er} semestre de l'exercice est marqué par un volume d'activité inférieur à celui de la seconde partie de l'année, en raison du niveau élevé du trafic constaté au cours de la période estivale. De ce fait, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre ne peut être extrapolé sur l'ensemble de l'exercice. A titre d'exemple, au cours des dernières années, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre représentait environ 46 % à 47 % du chiffre d'affaires de l'année.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les comptes consolidés semestriels du Groupe.

Les produits et charges des activités ordinaires que le Groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle, sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté semestriel.

Les risques nés dans le semestre sont provisionnés au cours de la période.

B. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1. Principes généraux

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 25 juillet 2014. S'agissant de comptes consolidés résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour des comptes annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ils se réfèrent aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013 présentés dans le rapport financier 2013, déposé auprès de l'AMF le 14 Février 2014.

Les principes comptables retenus pour la préparation et la présentation des comptes consolidés semestriels résumés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2014 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2014 (voir note B.1.1. « Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} Janvier 2014 ») et du changement de présentation du compte de résultat consolidé décrit en note C.5 « Résultat opérationnel ».

1.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Les nouvelles normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2014 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2014. Elles concernent principalement :

Normes relatives aux méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- Amendements à IFRS 10, 11 et 12 « Dispositions transitoires » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Autres normes et interprétations :

- IAS 32 amendée « Compensation d'actifs et de passifs financiers » ;
- Modifications d'IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ».

1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non applicables au 30 juin 2014

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-après dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

- IFRS 9 « Instruments financiers, classification et évaluation » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers, comptabilité de couverture » ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe » ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Eclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Améliorations annuelles, cycle 2010-2012 ;
- Améliorations annuelles, cycle 2011-2013 ;
- IFRIC 21 « Droits ou taxes ».

Le Groupe réalise actuellement une analyse des impacts et des conséquences pratiques de l'application de ces normes.

2. Méthodes de consolidation

2.1. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés dont le groupe Cofiroute détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale. Cela concerne les sociétés suivantes dont le Groupe détient 100 % du capital :

- COFIROUTE PARTICIPATIONS
- COFIROUTE CORPORATION, SR 91 et COFIROUTE USA
- COFIROUTE UK LTD

Les nouvelles normes IFRS 10, 11, et IAS 28 amendée n'ont pas eu d'impact sur les états financiers consolidés de Cofiroute. Le Groupe ne détient plus ni sociétés associées, ni coentreprises.

Les comptes consolidés du Groupe regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 2 millions d'euros, ainsi que ceux des entités de chiffre d'affaires inférieur lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Évolution du périmètre de consolidation

(en nombre de sociétés)	30/06/2014			30/06/2013			31/12/2013		
	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total	France	Etranger
Intégration globale	6	2	4	6	2	4	6	2	4
Mise en équivalence	0	0	0	1	0	1	1	0	1
Total	6	2	4	7	2	5	7	2	5

L'unique variation de périmètre de consolidation intervenue au cours du 1^{er} semestre 2014 concerne la sortie de la société Le CROSSING COMPANY LIMITED, sans impact significatif sur les états financiers du Groupe.

2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actifs et de passifs, de produits et de charges entre entreprises intégrées globalement, sont éliminées en totalité dans les comptes consolidés.

2.3. Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

Dans la plupart des cas, la monnaie fonctionnelle des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultat. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

2.4. Opérations en monnaies étrangères

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date d'opération. Les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change à la date de clôture de la période. Les pertes et gains de change en résultant sont reconnus en résultat.

3. Règles et méthodes d'évaluation

3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les comptes consolidés semestriels de la période ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-après.

Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- évaluation retenue pour les tests de perte de valeur ;
- valorisation des paiements en actions (charge IFRS 2) ;
- évaluation des engagements de retraite ;
- évaluation des provisions ;
- détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les engagements liés aux avantages du personnel (IAS 19) ;
- valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur.

3.2. Evaluation de la juste valeur

Le Groupe a principalement recours à la juste valeur pour l'évaluation, sur une base récurrente au bilan, des instruments dérivés, de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs financiers de gestion de trésorerie et les actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises. Les justes valeurs des autres instruments financiers (instruments de dette et prêts et créances au coût amorti notamment) sont communiquées en annexe en note D.18 « Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable ».

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre intervenants de marché. Elle est constatée sur le marché principal de l'actif ou du passif (ou le plus avantageux, si absence de marché principal), c'est-à-dire celui qui offre le plus grand volume et le meilleur niveau d'activité. La juste valeur des instruments financiers dérivés intègre l'évaluation du « risque de contrepartie » pour les instruments dérivés actifs et « risque de crédit propre » pour les instruments dérivés passifs.

Pour déterminer ces justes valeurs, le Groupe utilise les méthodes d'évaluation suivantes :

- approches de marché, fondées sur des prix ou transactions de marché observables ;
- approches par le revenu, qui convertissent la somme de flux de trésorerie futurs en un montant unique actualisé ;
- approches par les coûts, qui prennent en considération l'obsolescence physique, technologique et économique de l'actif évalué.

Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement, certains actifs financiers disponibles à la vente et emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématique usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la plupart des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés de gré à gré est opéré sur la base de modèles internes communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.
Les valorisations d'instruments dérivés calculées en interne font l'objet à chaque trimestre de contrôles de cohérence avec celles transmises par les contreparties.
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique notamment aux relations clients et aux contrats acquis lors de regroupements d'entreprises ainsi qu'aux titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence de marché actif.

3.3. Règles et méthodes d'évaluation spécifiques appliquées par le Groupe dans le cadre des arrêtés intermédiaires

Évaluation de la charge d'impôt

Le Groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où les résultats sont taxables.

Engagements de retraite

Il n'est pas effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des comptes consolidés semestriels résumés. La charge du semestre au titre des engagements de retraite est égale à la moitié de la charge calculée au titre de 2014 sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2013. Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi intervenues sur le 1^{er} semestre 2014 (taux d'actualisation) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

C. Notes relatives au compte de résultat

4. Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
Chiffre d'affaires - Recettes de péage	581,1	562,2	1 219,4
Chiffre d'affaires - Autres	12,3	10,0	22,0
CHIFFRE D'AFFAIRES D'EXPLOITATION	593,3	572,2	1 241,4
Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession	43,8	49,1	109,4
CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL	637,1	621,3	1 350,8

La progression de la recette péage de 3,4 % se décompose comme suit :

- Trafic à réseau stable : + 2,7 %
- Impact du duplex A86 : + 0,3 %
- Effet tarif : + 0,4 %

5. Résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
CHIFFRE D'AFFAIRES	637,1	621,3	1 350,8
dont:			
<i>Chiffre d'affaires d'exploitation</i>	593,3	572,2	1 241,4
<i>Chiffre d'affaires - construction de nouvelles infrastructures en concession</i>	43,8	49,1	109,4
PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	2,1	2,5	5,2
Charges de construction	- 43,8	- 49,1	- 109,4
Achats consommés	- 4,2	- 6,2	- 13,0
Services extérieurs	- 32,6	- 38,5	- 81,4
Impôts et taxes	- 76,0	- 66,2	- 149,3
Charges de personnel	- 54,0	- 56,3	- 109,6
Autres produits et charges opérationnels	- 0,1	- 0,3	- 0,9
Dotations aux amortissements	- 133,5	- 128,7	- 261,8
Dotations nettes aux provisions et autres	- 3,8	1,6	- 2,5
CHARGES OPÉRATIONNELLES D'EXPLOITATION	- 348,0	- 343,7	- 728,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SUR ACTIVITÉ	291,3	280,0	627,9
<i>% du chiffre d'affaires (*)</i>	49,1%	48,9%	50,6%
Paiements en actions (IFRS 2)	- 1,1	- 1,1	- 2,0
Autres éléments opérationnels courants	0,1	0,1	0,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	290,2	279,1	626,1
Autres éléments opérationnels non courants	- 0,1	- 0,1	- 0,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	290,1	279,0	626,0

(*) % calculé sur chiffre d'affaires hors construction de nouvelles infrastructures en concession réalisée par des entreprises tierces.

Le résultat opérationnel sur activité (ROPA) correspond à la mesure de la performance opérationnelle du Groupe avant prise en compte des charges associées aux paiements en actions (IFRS 2), de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence et d'autres éléments opérationnels courants et non courants.

Le résultat opérationnel courant est un indicateur destiné à présenter le niveau de performance opérationnelle récurrent du Groupe, hors incidence, des opérations et événements non courants de la période. Il est obtenu en ajoutant au résultat opérationnel sur activité les impacts associés aux paiements en actions (IFRS 2) et le résultat des sociétés mises en équivalence.

6. Charges et produits financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013	Exercice 2013
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	-56,9	-58,7	-116,6
Produits financiers des placements de trésorerie	1,6	0,8	1,8
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-55,3	-57,9	-114,7
Coûts d'emprunts immobilisés	0,0	0,0	0,0
Coûts d'actualisation	-3,3	-3,8	-8,0
Résultat de change	0,0	0,0	0,0
AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	-3,4	-3,8	-8,0

Au 1^{er} semestre 2014, le coût de l'endettement financier net s'élève à 55,3 millions d'euros, en baisse de 2,6 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2013 (57,9 millions d'euros). Cette amélioration d'un semestre à l'autre s'explique principalement par des remboursements de dettes sur le semestre ainsi que par l'augmentation des produits financiers sur les placements de trésorerie.

Le solde des autres charges et produits financiers ressort à - 3,4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre - 3,8 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les coûts d'actualisation de - 3,3 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2014 portent essentiellement sur les provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés à hauteur de - 3,0 millions d'euros (- 3,5 millions d'euros au 30 juin 2013) et les provisions pour retraites à hauteur de - 0,3 million d'euros (- 0,3 million d'euros au 30 juin 2013).

7. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt s'élève à 86,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2014, contre 83,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013.

Le taux effectif d'impôt, hors incidence des paiements en actions, est de 37,2 % au 1^{er} semestre 2014 contre 38,6 % au 1^{er} semestre 2013.

Le taux effectif d'impôt de la période, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2013, n'intègre pas de taxe de 3 % sur les dividendes versés.

8. Résultat par action

Le nombre d'actions de la société est de 4 058 516 sans changement sur les derniers exercices. La société n'a émis aucun instrument susceptible de donner droit à des actions. Il en résulte que le nombre d'actions à prendre en considération pour le calcul du résultat par action, de base et dilué en 2014 et en 2013, est de 4 058 516.

D. Notes relatives au bilan

9. Immobilisations incorporelles du domaine concédé

9.1. Ventilation des immobilisations incorporelles du domaine concédé

<i>(en millions d'euros)</i>	Coût des infrastructures en service (*)	Avances et encours	Total
Valeur brute			
Au 01/01/2013	7 743,3	97,8	7 841,0
Acquisitions de la période	18,4	91,1	109,4
Autres mouvements	67,1	- 63,4	3,7
	7 828,7	125,4	7 954,1
Subventions reçues	- 12,7	0,0	- 12,7
Au 31/12/2013	7 816,0	125,4	7 941,4
Acquisitions de la période	7,6	36,2	43,8
Autres mouvements	82,0	- 81,9	0,1
	7 905,6	79,7	7 985,3
Subventions reçues	- 2,6	0,0	- 2,6
Au 30/06/2014	7 903,0	79,7	7 982,7
Amortissements et pertes de valeur			
Au 01/01/2013	- 2 617,2		- 2 617,2
Amortissements de la période	- 205,3		- 205,3
Autres mouvements	- 0,5		- 0,5
Au 31/12/2013	- 2 823,0		- 2 823,0
Amortissements de la période	- 105,3		- 105,3
Autres mouvements	0,0		0,0
Au 30/06/2014	- 2 928,2		- 2 928,2
Valeur nette			
Au 01/01/2013	5 126,1	97,8	5 223,9
Au 31/12/2013	4 993,0	125,4	5 118,4
Au 30/06/2014	4 974,7	79,7	5 054,5

(*) Subventions déduites

Les acquisitions du 1^{er} semestre s'élèvent à 43,8 millions d'euros (contre 49,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2013). Elles correspondent essentiellement aux investissements réalisés par Cofiroute dans le cadre de ses contrats de concession.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles du domaine concédé comprennent des immobilisations en cours pour un montant de 36,2 millions d'euros au 30 juin 2014.

9.2. Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement

Obligations contractuelles liées aux contrats de concession

Dans le cadre des contrats de concession qu'il a conclus, le Groupe s'est engagé à réaliser certains investissements d'infrastructure qu'il est destiné à exploiter, en tant que société concessionnaire.

Le contrat de plan pour la période 2011-2014, définissant principalement les investissements à réaliser et le dispositif tarifaire applicable, est en cours d'exécution.

Au 30 juin 2014, le montant d'engagements d'investissements prévus, dans le cadre des contrats de concession, concerne principalement le réseau interurbain pour 654,4 millions d'euros et 4,6 millions d'euros pour l'A86.

10. Immobilisations corporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	Immobilisations corporelles du domaine concédé	Terrains	Agencements	Matériels, installations techniques et autres	Total
Valeur brute					
Au 01/01/2013	751,3	1,2	7,3	34,1	793,9
Acquisitions de la période	33,5	0,0	6,3	3,5	43,3
Sorties de l'exercice	- 6,8	- 0,1	- 5,3	- 3,2	- 15,5
Autres mouvements	- 6,1	0,1	1,2	- 0,2	- 5,0
Au 31/12/2013	771,9	1,2	9,4	34,2	816,7
Acquisitions de la période	14,8	0,0	0,2	0,2	15,2
Sorties de l'exercice	- 0,6	- 0,0	0,0	- 0,0	- 0,7
Autres mouvements	- 1,8	0,0	0,7	1,0	- 0,1
Au 30/06/2014	784,4	1,2	10,2	35,3	831,2
Amortissements et pertes de valeur					
Au 01/01/2013	- 340,7		- 6,3	- 24,3	- 371,4
Amortissements de la période	- 52,9		- 1,0	- 2,6	- 56,5
Sorties de l'exercice	6,6		5,3	3,2	15,2
Autres mouvements	- 0,0		0,0	0,5	0,5
Au 31/12/2013	- 387,0		- 1,9	- 23,2	- 412,1
Amortissements de la période	- 26,0		- 0,8	- 1,5	- 28,3
Sorties de l'exercice	0,5		0,0	0,0	0,5
Autres mouvements	0,0		0,0	- 0,0	- 0,0
Au 30/06/2014	- 412,5		- 2,7	- 24,7	- 440,0
Valeur nette					
Au 01/01/2013	410,6	1,2	0,9	9,8	422,6
Au 31/12/2013	385,0	1,2	7,5	10,9	404,6
Au 30/06/2014	371,9	1,2	7,5	10,6	391,2

11. Autres actifs financiers non courants

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
Actifs disponibles à la vente	0,3	0,3
Autres actifs financiers non courants	0,0	0,0
Juste valeur des instruments dérivés actifs non courants ^(*)	104,5	82,2
AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	104,8	82,5

^(*) Voir note C.18 : « informations relatives à la gestion des risques financiers du rapport financier 2013 »

Les instruments dérivés actifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur d'emprunts obligataires. La hausse de leur juste valeur sur le premier semestre 2014 (compensée par une réévaluation symétrique des éléments couverts) est liée à la baisse des taux d'intérêts observée sur la période.

Les actifs disponibles à la vente s'élèvent à 0,3 million d'euros au 30 juin 2014. Ils comprennent des titres de participation non cotés dans des filiales dont les données financières sont inférieures aux seuils de consolidation retenus par Cofiroute.

12. Capitaux propres

12.1. Opérations constatées directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
Couverture de flux de trésorerie		
Réserve à l'ouverture	2,2	2,5
Variations de juste valeur de la période	0,0	0,0
Éléments de juste valeur constatés en résultat	- 0,2	- 0,3
RÉSERVE BRUTE AVANT EFFET D'IMPÔT À LA CLÔTURE	2,1	2,2
RÉSERVE BRUTE AVANT EFFET D'IMPÔT À LA CLÔTURE (Éléments recyclables en résultat)	2,1	2,2
Effet d'impôt associé	- 0,7	- 0,8
RÉSERVE NETTE D'IMPÔT (Éléments recyclables en résultat)	1,4	1,5
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite		
Réserve à l'ouverture	- 1,7	- 2,8
Gains et pertes actuariels reconnus sur la période	- 1,6	1,1
RÉSERVE BRUTE AVANT EFFET D'IMPÔT À LA CLÔTURE	- 3,3	- 1,7
RÉSERVE BRUTE AVANT EFFET D'IMPÔT À LA CLÔTURE (Éléments non recyclables en résultat)	- 3,3	- 1,7
Effet d'impôt associé	1,1	0,6
RÉSERVE NETTE D'IMPÔT (Éléments non recyclables en résultat)	- 2,2	- 1,1
TOTAL DES ÉLÉMENTS CONSTATÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		
Réserve brute avant effet d'impôt à la clôture	- 1,2	0,5
Effet d'impôt associé	0,4	- 0,2
RÉSERVE NETTE D'IMPÔT	- 0,8	0,3

12.2. Dividendes

Les dividendes attribués au titre des exercices 2013 et 2012 s'analysent de la façon suivante :

	2013	2012
Dividende par action (en euros)		
Acompte sur dividende	32,90	31,90
Solde du dividende	0,00	40,60
DIVIDENDE NET GLOBAL	32,90	72,50
Montant du dividende (en millions d'euros)		
Acompte sur dividende	133,5	129,5
Solde du dividende	0,0	164,8
DIVIDENDE NET GLOBAL	133,5	294,2

Cofiroute n'a procédé à aucun versement de dividende sur l'exercice 2014.

13. Paiements en actions

Les salariés du groupe Cofiroute bénéficient de plans d'actions gratuites et du plan d'épargne Groupe octroyés par la société mère VINCI. La charge globale comptabilisée au 30 juin 2014 au titre des paiements en actions s'est élevée à 1,1 million d'euros dont 0,3 million d'euros au titre du plan d'épargne Groupe.

Concernant le plan d'épargne Groupe, le Conseil d'administration de VINCI définit les conditions de souscription conformément aux autorisations de l'assemblée générale. Pour la France, VINCI procède trois fois par an à des augmentations de capital réservées aux salariés, avec un prix de souscription comportant une décote de 5 % par rapport à une moyenne sur vingt jours du cours de Bourse. Les souscripteurs bénéficient d'un abondement plafonné à 2 500 euros par personne et par an. Les avantages ainsi consentis aux salariés du Groupe sont comptabilisés en résultat et évalués conformément à IFRS 2 sur la base des hypothèses suivantes :

- durée de la période de souscription : 4 mois
- durée de la période d'indisponibilité : 5 ans à compter de la fin de période de souscription

Depuis l'exercice 2012, les salariés des filiales étrangères, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, bénéficient de plans d'épargne mis en place par le groupe VINCI (Plan Castor International).

14. Provisions non courantes

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2014	31/12/2013
Provisions pour engagements de retraite	14	14,0	11,9
Autres provisions non courantes	14	4,0	4,6
PROVISIONS NON COURANTES		18,0	16,5

14.1. Provisions pour engagements de retraite

Les provisions pour engagements de retraite s'élevaient à 14,0 millions d'euros au 30 juin 2014.

Elles comprennent, d'une part, les provisions au titre des indemnités de départ à la retraite et, d'autre part, les provisions au titre des engagements de retraite complémentaire.

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2014 au titre des engagements de retraite est égale à 50 % de la charge projetée pour l'exercice 2014, déterminée sur la base des hypothèses actuarielles au 31 décembre 2013.

Les impacts liés aux variations d'hypothèses sur les avantages postérieurs à l'emploi (taux d'actualisation) intervenues sur le 1^{er} semestre 2014 sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

14.2. Autres provisions non courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2014 et de l'exercice 2013, les provisions non courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variations de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
<i>(en millions d'euros)</i>							
01/01/2013	8,4	0,9	- 2,3	- 0,5	0,0	1,2	7,7
Autres avantages du personnel	8,2		- 2,0	- 0,3			5,9
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	1,8	1,2	- 0,1	- 0,2			2,7
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 2,3					- 1,7	- 4,0
31/12/2013	7,7	1,2	- 2,0	- 0,5	0,0	- 1,7	4,6
Autres avantages du personnel	5,9		- 0,8				5,1
Risques financiers	0,0						0,0
Autres risques	2,7	0,3	- 0,0	- 1,5			1,5
Reclassement part à moins d'un an non courant	- 4,0					1,4	- 2,6
30/06/2014	4,6	0,3	- 0,8	- 1,5	0,0	1,4	4,0

Autres avantages du personnel

Au 30 juin 2014, les provisions pour autres avantages du personnel concernent essentiellement les provisions relatives aux accords de cessation anticipée d'activité des travailleurs salariés (CATS).

Provisions pour autres risques

Les provisions pour autres risques, non directement liées au cycle d'exploitation, comprennent des provisions au titre des litiges et arbitrages.

15. Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

15.1. Variation du besoin en fonds de roulement

<i>(en millions d'euros)</i>		30/06/2014	31/12/2013	Variations 2014 - 2013	
				Liées à l'activité	Autres variations
Stocks et travaux en cours (en valeur nette)		2,0	0,8	1,2	0,0
Clients et autres débiteurs		94,4	88,8	5,6	0,0
Autres actifs courants d'exploitation		16,6	35,2	- 20,1	1,5
STOCKS ET CRÉANCES D'EXPLOITATION	I	113,1	124,9	- 13,3	1,5
Fournisseurs		- 22,1	- 24,9	2,8	0,0
Autres passifs courants d'exploitation		- 93,1	- 92,0	0,4	- 1,5
FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	II	- 115,2	- 116,9	3,2	- 1,5
Besoin en fonds de roulement (avant provisions courantes)	I + II	- 2,1	7,9	- 10,0	- 0,0
PROVISIONS COURANTES		- 226,9	- 220,9	- 4,2	- 1,8
<i>dont la part à moins d'un an des provisions non courantes</i>		<i>- 1,1</i>	<i>- 2,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,3</i>
Besoin en fonds de roulement (après provisions courantes)		- 229,1	- 213,0	- 14,2	- 1,8

15.2. Analyse des provisions courantes

Au cours du 1^{er} semestre 2014 et de l'exercice 2013, les provisions courantes figurant au passif du bilan ont évolué comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Utilisations	Autres Reprises non utilisées	Variation de périmètre et divers	Variation de la part à moins d'un an non courant	Clôture
01/01/2013	196,6	49,8	- 31,2	- 6,8	0,0	- 0,6	207,9
Remises en état	1,5	0,7	- 0,8	- 0,6	- 0,0		0,8
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	205,2	42,7	- 25,6	- 5,4			216,9
Autres risques	0,6	0,3					0,9
Reclassement part à moins d'un an non courant	0,5					1,8	2,3
31/12/2013	207,9	43,7	- 26,4	- 6,1	- 0,0	1,8	220,9
Remises en état	0,8			- 0,1			0,7
Maintien en l'état de l'actif incorporel concédé	216,9	18,6	- 11,3				224,3
Autres risques	0,9						0,9
Reclassement part à moins d'un an non courant	2,3					- 1,3	1,1
30/06/2014	220,9	18,6	- 11,3	- 0,1	0,0	- 1,3	226,9

Les provisions courantes, rattachées directement au cycle d'exploitation, s'élèvent au 30 juin 2014 à 226,9 millions d'euros (y compris la part à moins d'un an des provisions non courantes) contre 220,9 millions d'euros au 31 décembre 2013. Les provisions courantes correspondent principalement aux provisions pour obligation de maintien en l'état des ouvrages concédés.

16. Informations relatives à l'endettement financier net

16.1 Endettement financier net

Au 30 juin 2014, l'endettement financier net s'établit à 2 641,9 millions d'euros en retrait de 214,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2013.

L'endettement financier net, tel que défini par le Groupe, s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)		30/06/2014					31/12/2013					
		Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total	Non Courant	Réf.	Courant (*)	Réf.	Total	
Passifs financiers évalués au coût amorti	Emprunts obligataires	- 2 303,4	(1)	- 32,5	(3)	- 2 335,8	- 2 298,5	(1)	- 63,5	(3)	- 2 362,0	
	Autres emprunts bancaires et autres dettes financières	- 978,9	(2)	- 57,9	(3)	- 1 036,8	- 1 000,1	(2)	- 60,5	(3)	- 1 060,6	
	DETTES FINANCIÈRES LONG TERME (**)	- 3 282,3		- 90,3		- 3 372,6	- 3 298,7		- 124,0		- 3 422,6	
	Autres dettes financières courantes											
	Découverts bancaires											
	DETTES FINANCIÈRES BRUTES	I	- 3 282,3		- 90,3		- 3 372,6	- 3 298,7		- 124,0		- 3 422,6
	<i>dont incidence des couvertures de juste valeur</i>		- 104,5				- 104,5		- 82,2		- 82,2	
	Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalent de trésorerie				11,3	(4)	11,3		11,2	(4)	11,2	
	Equivalent de trésorerie				574,6	(5)	574,6		425,4	(5)	425,4	
	Disponibilités				16,5	(5)	16,5		9,4	(5)	9,4	
ACTIFS FINANCIERS	II	0,0		602,3		602,3	0,0	446,0		446,0		
Dérivés	Instruments dérivés passifs	0,0	(2)	- 85,3	(3)	- 85,3	0,0	(2)	- 93,9	(3)	- 93,9	
	Instruments dérivés actifs	104,5	(6)	109,1	(7)	213,6	82,2	(6)	131,9	(7)	214,0	
	INTRUMENTS DÉRIVÉS	III	104,5		23,8		128,3	82,2		38,0	120,2	
ENDETTEMENT FINANCIER NET	I + II + III	- 3 177,7		- 535,8		- 2 641,9	- 3 216,5		360,0		- 2 856,5	

(*) Part courante incluant les intérêts courus non échus

(**) Y compris la part à moins d'un an

Réconciliation de l'endettement financier net avec les postes du bilan :

(en millions d'euros)	Réf.	30/06/2014	31/12/2013
Emprunts obligataires (non courants)	(1)	- 2 303,4	- 2 298,5
Autres emprunts de dettes financières non courants	(2)	- 978,9	- 1 000,1
Dettes financières courantes	(3)	- 175,7	- 217,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(4)	11,3	11,2
Disponibilités et équivalent de trésorerie	(5)	591,2	434,7
Instruments dérivés actifs non courants	(6)	104,5	82,2
Instruments dérivés actifs courants	(7)	109,1	131,9
ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 2 641,9	- 2 856,5

Les instruments dérivés actifs/passifs sont présentés au bilan, selon leur maturité et leur qualification comptable, en autres actifs/passifs financiers non courants pour la part à plus d'un an et en autres actifs/passifs financiers courants pour la part à moins d'un an.

Les instruments dérivés actifs/passifs non qualifiés comptablement de couverture sont présentés en autres actifs/passifs financiers courants quelle que soit leur maturité.

16.2. Ressources et liquidités

Au 30 juin 2014, le Groupe disposait d'un montant de 1 102,3 millions d'euros de ressources disponibles dont 602,3 millions d'euros de trésorerie nette gérée et 500 millions d'euros constitués de lignes de crédit bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées.

16.2.1. Echancier des dettes financières

Au 30 juin 2014, la maturité moyenne de la dette financière long terme du Groupe est de 5,5 ans (contre 5,9 ans au 31 décembre 2013).

16.2.2. Trésorerie nette gérée

La trésorerie nette gérée incluant les actifs financiers de gestion de trésorerie s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014	31/12/2013
ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	574,6	425,4
<i>Solde des comptes courants de trésorerie</i>	<i>172,9</i>	<i>224,7</i>
<i>Dépôts à terme</i>	<i>401,8</i>	<i>200,7</i>
DISPONIBILITÉS	16,5	9,4
TRÉSORERIE NETTE	591,2	434,7
ACTIFS FINANCIERS DE GESTION DE TRÉSORERIE	11,3	11,2
<i>Comptes à terme</i>	<i>11,3</i>	<i>11,2</i>
TRÉSORERIE NETTE GÉRÉE	602,3	446,0

Les supports d'investissements utilisés par le Groupe sont des OPCVM monétaires, des titres de créances négociables (certificats de dépôts bancaires) et des comptes à terme. Ils sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur par résultat.

Les placements (« actifs financiers de gestion de trésorerie » et « équivalents de trésorerie ») sont gérés avec une prise de risque limitée sur le capital et font l'objet d'un contrôle de la performance et des risques associés.

L'essentiel de la trésorerie est placé auprès de VINCI Autoroutes en compte courant et sous forme de dépôts à terme dans le cadre d'une convention de trésorerie. Les autres actifs financiers de gestion de trésorerie correspondent aux valeurs mobilières de placement nanties dans le cadre de l'épargne salariale.

16.2.3. Ligne de crédit bancaire

Dans le cadre d'un avenant signé en mai 2014 avec son pool de banques, Cofiroute a renégocié les conditions financières de son RCF « ligne de crédit revolving » de 500 millions d'euros avec une échéance révisée à 5 ans plus deux options d'extension d'un an.

16.2.4. Billets de trésorerie

Cofiroute dispose d'un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros noté A-2 par Standard & Poor's, non utilisé au 30 juin 2014.

16.2.5. Covenants financiers

Les contrats de financement du Groupe (emprunts obligataires, bancaires et ligne de crédit) ne comportent pas de cas de défaut définis par référence à des covenants financiers. Les conditions financières de la ligne de crédits bancaires de 500 millions d'euros sont déterminées en fonction d'un ratio de levier financier.

Par ailleurs, certains contrats de financement prévoient qu'un changement de contrôle de l'emprunteur peut constituer un cas de remboursement anticipé obligatoire ou d'exigibilité anticipée.

16.2.6. Notation de crédit

Au 30 juin 2014, le Groupe dispose d'une notation de crédit de Standard & Poor's :

A long terme : A- perspective stable

A court terme : A-2

17. Informations relatives à la gestion des risques financiers

L'exposition aux risques financiers au 30 juin 2014 est restée inchangée par rapport à celle du 31 décembre 2013 décrite en note C.18 du rapport financier 2013 publié le 14 février 2014.

18. Valeur comptable et juste valeur des actifs et passifs financiers par catégorie comptable

Le tableau suivant indique la valeur comptable au bilan des actifs et passifs financiers par catégorie comptable définie selon la norme IAS 39, ainsi que leur juste valeur :

30/06/2014											
CATÉGORIES COMPTABLES							Juste valeur				
	Instruments financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option JV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1 Cours cotés et disponibilités	Niveau 2 Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 Modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur de la classe
<i>(en millions d'euros)</i>											
Titres de participation non cotés				0,3			0,3			0,3	0,3
I - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS				0,3			0,3			0,3	0,3
II - INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS	101,0	112,6					213,6		213,6		213,6
III - CRÉANCES D'EXPLOITATION					94,4		94,4		94,4		94,4
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalents de trésorerie			11,3				11,3	11,3			11,3
Équivalents de trésorerie			574,6				574,6	574,6			574,6
Disponibilités			16,5				16,5	16,5			16,5
IV - ACTIFS FINANCIERS COURANTS			602,3				602,3	602,3			602,3
TOTAL ACTIF	101,0	112,6	602,3	0,3	94,4	0,0	910,6	602,3	308,0	0,3	910,6
Emprunts obligataires						- 2 335,8	- 2 335,8	- 2 637,9	- 12,9		- 2 650,8
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						- 1 036,8	- 1 036,8		- 1 241,1		- 1 241,1
V - DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES						- 3 372,6	- 3 372,6	- 2 637,9	- 1 254,0		- 3 891,9
VI - INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS	- 85,3						- 85,3		- 85,3		- 85,3
VII - DETTES FOURNISSEURS						- 54,5	- 54,5		- 54,5		- 54,5
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0
VI - PASSIFS FINANCIERS COURANTS							0,0				0,0
TOTAL PASSIF	- 85,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3 427,1	- 3 512,4	- 2 637,9	- 1 393,8	0,0	- 4 031,7
VALEUR COMPTABLE DES CATEGORIES	15,7	112,6	602,3	0,3	94,4	- 3 427,1	- 2 601,7	- 2 035,6	- 1 085,8	0,3	- 3 121,1

31/12/2013												
CATÉGORIES COMPTABLES							Juste Valeur					
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Actifs évalués à la juste valeur (option JV)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Modèle interne avec paramètres observables	Niveau 3 Modèle interne avec paramètres non observables	Juste valeur de la classe		
<i>(en millions d'euros)</i>												
Titres de participation non cotés			0,3			0,3			0,3	0,3		
I - ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS			0,3			0,3			0,3	0,3		
II - INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS		113,3	100,7			214,0		214,0		214,0		
III - CRÉANCES D'EXPLOITATION				88,8		88,8		88,8		88,8		
Actifs financiers de gestion de trésorerie courante non équivalents de trésorerie			11,2			11,2	11,2			11,2		
Équivalents de trésorerie			425,4			425,4	425,4			425,4		
Disponibilités			9,4			9,4	9,4			9,4		
IV - ACTIFS FINANCIERS COURANTS			446,0			446,0	446,0			446,0		
TOTAL ACTIF		113,3	100,7	446,0	0,3	88,8	0,0	749,1	446,0	302,8	0,3	749,1
Emprunts obligataires						-2 362,0	-2 362,0	-2 605,9	-29,4		-2 635,3	
Autres emprunts bancaires et autres dettes financières						-1 060,6	-1 060,6		-1 207,9		-1 207,9	
V - DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES						-3 422,6	-3 422,6	-2 605,9	-1 237,3		-3 843,3	
VI - INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS		-93,9				-93,9		-93,9			-93,9	
VII - DETTES FOURNISSEURS						-65,6	-65,6		-65,6		-65,6	
Autres dettes financières courantes							0,0				0,0	
VI - PASSIFS FINANCIERS COURANTS						0,0					0,0	
TOTAL PASSIF		-93,9	0,0	0,0	0,0	-3 488,2	-3 582,1	-2 605,9	-1 396,8	0,0	-4 002,7	
VALEUR COMPTABLE DES CATÉGORIES		19,5	100,7	446,0	0,3	88,8	-3 488,2	-2 833,0	-2 160,0	-1 094,0	0,3	-3 253,6

E. Autres notes

19. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres des organes d'administration et de la direction ;
- les opérations avec le groupe VINCI et autres parties liées (essentiellement des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation). Ces transactions s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au 1^{er} semestre 2014, il n'y a pas eu de modification significative dans la nature des transactions avec les parties liées du groupe VINCI par rapport au 31 décembre 2013.

20. Obligations contractuelles et autres engagements donnés et reçus

Les engagements donnés et reçus par le Groupe au titre des contrats de concession figurent en note D.9.2 « Obligations contractuelles d'investissement et de renouvellement ».

Autres obligations contractuelles

Les engagements relatifs aux contrats de location simple s'élèvent à 19,5 millions d'euros au 30 juin 2014 et concernent pour l'essentiel les contrats de locations immobilières. Ces engagements s'analysent par échéance de la façon suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2014	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Locations simples	19,5	3,8	15,7	0,0

F. Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture des comptes au 30 juin 2014, il n'est pas survenu d'événements significatifs.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2014

Période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014

COFIROUTE

Société anonyme

Siège social : 12-14 rue Louis Blériot - 92506 Rueil-Malmaison Cedex

Capital social : € 158 282 124

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Cofiroute, relatifs à la période du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2014.

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Philippe BOURHIS

Associé

Deloitte & Associés

Mansour BELHIBA

Associé

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés intermédiaires résumés, présentés dans le rapport financier semestriel, sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Cofiroute et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 2 à 5) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Pierre COPPEY
Président-Directeur général

Couverture:  **Labrador** +33 (0)1 53 06 30 80

Crédit photo: Photothèque VINCI Autoroutes / Thierry Marzloff - A85 - Viaduc de la Perrée (Indre-et-Loire).
RCS Cofiroute Nanterre 552 115 891



Siège social
12, rue Louis Blériot
CS 30035
92506 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 55 94 70 00
www.vinci-autoroutes.com